

Le candidat du Parti de la liberté (FPÖ) aux présidentielles autrichiennes, Norbert Hofer, soutenu par ses partisans, Vienne, avril 2016

© Reuters / Leonhard Foeger

L'EXTRÊME DROITE EN AUTRICHE, DE HAIDER À HOFER

Plus de 35% au premier tour des élections présidentielles, le Front national français en a rêvé, le Vlaams Belang flamand aussi, voilà que le Parti de la liberté autrichien (FPÖ) l'a fait. Mieux encore, ce parti nationaliste a failli ravir le poste de président de la république alpine.

Le poste de président n'est pas purement honorifique en Autriche : selon la Constitution de 1929 encore en vigueur, car réactivée en 1945, le président fédéral est non seulement le chef des armées, mais il peut aussi dissoudre le Parlement ou destituer le gouvernement. Elu pour six ans, c'est lui qui nomme le chancelier et valide le choix de ce dernier lorsqu'il forme un gouvernement. Jusqu'à présent, le président ayant toujours été membre des deux partis qui se partagent le pouvoir depuis l'après-guerre, les sociaux-démocrates du SPÖ et les conservateurs de l'ÖVP, il a toujours renoncé à ses pouvoirs, laissant le chancelier gouverner et se contentant de quelques déplacements dans le cadre de la politique étrangère ou de déclarations sur des sujets de société. Cette fois-ci, les partis de gouvernement ont été laminés (SPÖ à 11,3%, ÖVP à 11,1%). Une première explication du vote est bien entendu le rejet de la grande coalition au pouvoir depuis 2007.

COMPROMIS ET COMPROMISSIONS

L'Autriche est un pays où la culture du compromis domine. Les grèves sont par exemple extrêmement rares, car les négociations aboutissent avant que n'éclatent les conflits sociaux, et au niveau politique, les alliances vont bon train, même si le FPÖ est bien un parti d'extrême droite. Il est d'ailleurs officiellement reconnu comme

tel par le Centre de documentation sur la résistance autrichienne (DÖW), institut au sein duquel se trouve un bureau d'étude de l'extrême droite. Le FPÖ fait partie avec le Front national, la Ligue du Nord (Italie) et le Vlaams Belang (Belgique) du Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés. Il entretient en outre des relations étroites avec des partis ouvertement racistes comme le Jobbik hongrois. Dans son discours politique, la haine contre les étrangers est récurrente et -spécificité locale- il prône un pan-germanisme issu de la période où l'Autriche faisait partie du III^e Reich (voir *Regards* n°657, nov. 2008 sur Jörg Haider).

Au niveau national, des élections régionales récentes ont permis au FPÖ d'accéder au pouvoir. Au printemps 2015, au Burgenland, une région frontalière avec la Hongrie, ce sont les sociaux-démocrates du SPÖ qui ont choisi de gouverner avec le FPÖ qui n'avait pourtant obtenu que 15% des suffrages. Une grande partie des militants s'en est offusquée, mais l'émoi fut de courte durée. Peu après, ce sont les conservateurs de l'ÖVP qui ont intronisé le FPÖ à la tête de la Haute-Autriche, le parti de Heinz-Christian Strache ayant obtenu 30% des voix. A Vienne, début octobre, alors que la crise européenne concernant l'accueil des demandeurs d'asile occupait déjà la une de tous les journaux, le FPÖ avait obtenu 31% des suffrages, pas assez cette fois-ci pour mettre en péril la coalition entre les sociaux-démocrates et les écologistes dans Vienne-la-rouge.

« LE » GRAND THÈME DES ÉLECTIONS : LES DEMANDEURS D'ASILE

Le pays a été divisé à partir de l'automne, lorsqu'il s'est retrouvé sur la route des Balkans. De nombreux Autrichiens se sont montrés solidaires, mais même si le 3 octobre, lors d'un concert clôturant une manifestation de solidarité avec les « *refugees* » (qui étaient hélas plutôt des demandeurs d'asile pas encore réfugiés), on a pu compter près de 100.000 personnes, le FPÖ et les deux autres partis proches de l'extrême droite engrangeaient déjà des soutiens. Pas aussi visibles que le cortège des manifestants, mais bien plus importants en nombre. Le président du groupe parlementaire de « l'équipe Stronach » osait en séance plénière comparer les demandeurs d'asile à des Néandertaliens.

Que sont 100.000 personnes favorables à la solidarité dans un pays de 8,5 millions d'habitants ? Et même parmi les personnes qui ont accueilli les Syriens, Afghans ou Irakiens fuyant la guerre dans leur pays, beaucoup étaient contents d'organiser avant tout leur transit vers l'Allemagne. On estime que si un million de demandeurs d'asile ont traversé le pays, 90.000 sont restés en Autriche pour y déposer une demande d'asile.

Et puis, il y a eu les agressions sexuelles de Cologne et dans des villes d'Autriche, pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, et le silence penaud d'une partie de la gauche, qui a trouvé dans les musulmans ses nouveaux prolétaires. Fin janvier, suite à d'autres agressions, commises cette fois-ci dans des piscines, on a vu en Autriche des centres nautiques interdits aux réfugiés. Les médias populaires ont alors opéré un virage, devenant clairement hostiles aux demandeurs d'asile. Fin avril, deux jours avant le premier tour des élections présidentielles, trois Afghans ont violé une étudiante dans les toilettes d'une gare. Du pain béni pour l'extrême droite. Pire encore, un cran de plus dans l'horreur a été franchi le 3 mai, dans la nuit, lorsque vers 2h du matin, un Kényan SDF a assassiné une femme de ménage à coup de barres de fer. Cette dernière se rendait à son travail avec une collègue, pour nettoyer un local où les gens font des paris. L'assassin avait fait l'objet de 18 plaintes et trois condamnations. Il avait été condamné à deux mois de prison et vivait dans le quartier, sans titre de séjour, depuis 2014. Là encore, le candidat du FPÖ Norbert Hofer n'a même pas eu à exploiter ce fait divers de façon trop appuyée.

Dans les débats de l'entre-deux-tours, où les échanges ne durent jamais plus que quelques dizaines de secondes, le candidat des Verts Alexander Van der Bellen n'a pas exploité les statistiques qui auraient permis de relativiser : il n'y a pas eu plus de crimes et délits en 2015 que les années précédentes, les Autrichiens sont bien sûr, de loin, les premiers parmi les personnes qui commettent ces crimes et délits et si l'on regarde de près la nationalité, pour les étrangers, les Roumains et les Allemands sont de loin les plus nombreux à enfreindre les lois.

JÖRG HAIDER ET NORBERT HOFER, PORTRAITS CROISÉS

Norbert Hofer n'est pas l'épigone de Jörg Haider, il est en réalité sur une ligne bien plus dure et ne dirige pas le parti (c'est Strache). Haider a réellement tenté de dédramatiser son parti, d'abord en 1998 en radiant du programme du FPÖ le passage qui stipulait que

l'Autriche appartient à la « communauté ethnique, culturelle et linguistique allemande ». Qui plus est, en 2005, Haider a fondé l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche, justement pour laisser au sein du FPÖ la frange la plus extrémiste. Il se trouve que c'est justement Hofer, qui, en 2011, a rajouté la clause du programme sur le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.

Sur le plan personnel, Haider est né dans une famille de nazis et s'est tourné vers les libéraux, prenant en 1986 le contrôle du FPÖ jusqu'à alors libéral. Hofer, au contraire, est né dans un milieu conservateur (père élu municipal ÖVP), il a rejoint le FPÖ en 1994. Il ne milite qu'au niveau local et ne devient député qu'en 2006.

Ses propos tenus pendant la campagne, au sujet de la fonction présidentielle -« *vous allez être étonnés de voir tout ce que l'on peut faire* », ont suscité quelques inquiétudes. Hofer ne pourra pas étonner ses compatriotes. Il ne présidera pas l'Autriche bien qu'il ait pris la tête de la course à la présidentielle à l'issue du premier tour avec 35 % des voix. C'est finalement l'écologiste Alexander Van der Bellen qui l'a remporté de justesse au second tour avec 50,3 %.

Le soulagement des démocrates ne sera que de courte durée car des élections législatives se tiendront en 2018 et il ne sera pas nécessaire au FPÖ d'obtenir 50 % pour revendiquer la chancellerie. ☉

Les réactions de la communauté juive d'Autriche

Pour le deuxième tour des élections présidentielles, le président de la communauté juive de Vienne (Israelitische Kultusgemeinde Wien, IKG), Oskar Deutsch, s'est refusé à tout commentaire, avant de déclarer que Hofer avait reconnu, lui, le droit d'existence à Israël.

Il existe déjà de bonnes relations entre l'extrême droite (FPÖ) et la communauté juive. David Lasar est ainsi membre de l'IKG et député FPÖ au niveau régional pour la ville de Vienne. Lorsque le leader du FPÖ, Heinz-Christian Strache, s'est prononcé contre un étiquetage des produits venant des colonies israéliennes, le site lemondjuif.info s'est empressé, le 10 avril 2016, d'applaudir cette condamnation de la directive européenne « *incitant les Etats membres à étiqueter les produits israéliens des localités juives de Judée-Samarie* », précisant qu'il s'agissait d'une mesure « *qualifiée "d'antisémitisme" par le gouvernement israélien* ». Strache est également le seul homme politique autrichien à s'être rendu en visite officielle dans les colonies israéliennes. ☉